

Les Méritophiles

Du 25/11/2019 au 19/12/2019 se sont déroulées les six premières rencontres Méritophiles à l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPÉ) de Bretagne.

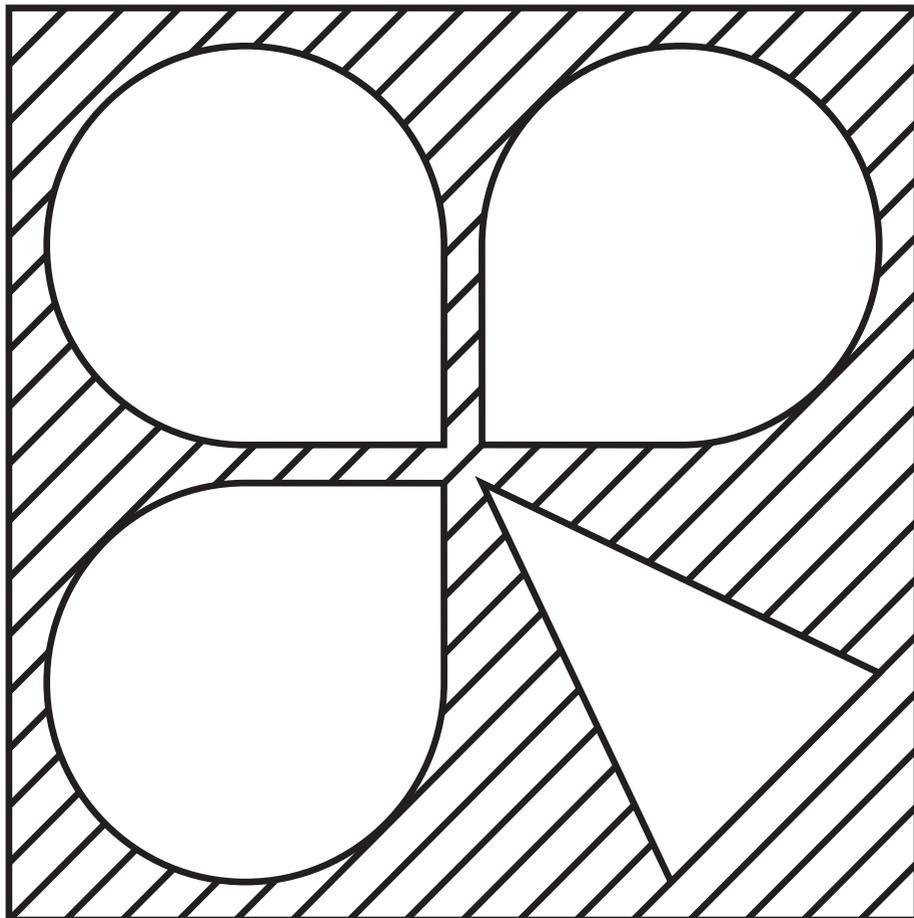
Dans notre pays où le sens des injustices est plus viv qu'ailleurs, des groupes de réflexion se sont constitués autour de la notion de mérite. Réfléchir à ce terme qui renvoie pour chacun à des significations très différentes a semblé primordial tant il est au cœur des débats démocratiques actuels. La méritocratie est-elle le modèle de justice sociale à la base de la démocratie ? Une volonté d'aller vers une égalité des chances universelle ? Une fiction nécessaire pour maintenir la cohésion sociale ? Ou encore un mythe à l'effet nuisible légitimant les inégalités sociétales ?

Lors du premier atelier, Les Méritophiles se sont appuyés sur leurs savoirs quotidiens (ressentis individuels et expériences personnelles) pour élargir l'éventail des définitions du mérite. Le débat a ensuite pris une dimension politique pour interroger la place du mérite à l'école puis dans la société. Les réunions suivantes ont été thématiques : éducation, société, politique, famille, territoire, culture, travail, justice et économie.

L'objectif de ces rencontres est la rédaction de mesures permettant – à l'instar des utopistes – de construire la cité méritocratique idéale. À travers ces propositions porteuses de profonds changements politiques, Les Méritophiles veulent affirmer qu'il n'y a pas de questions interdites pour qui n'a pas peur de parler, d'échanger et de débattre.

Cette édition contient :

- 27 fiches-propositions.
- 1 feuillet retranscrivant le débat à l'origine du groupe de réflexion.
- 1 livret d'analyse par Élise Tenret, Maîtresse de conférences en sociologie (IRISSO - Université Paris Dauphine).

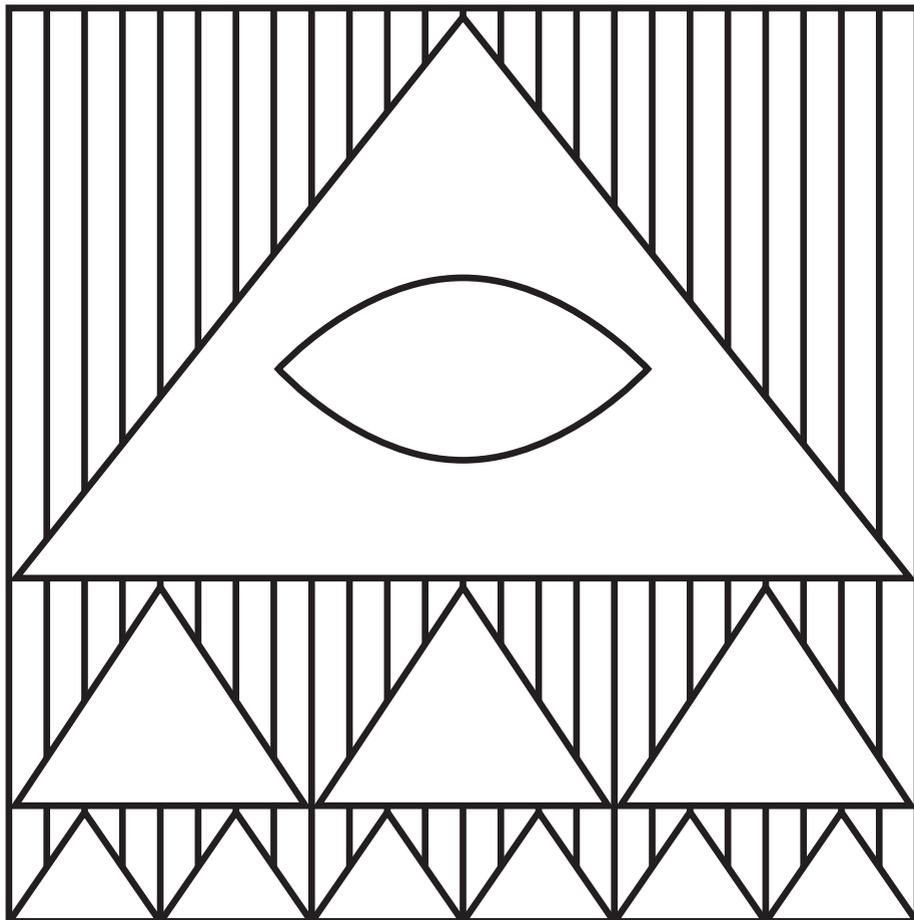


Donner les mêmes chances à tous les enfants.

En France, l'origine sociale pèse toujours autant sur la réussite et les parcours scolaires des élèves : les mécanismes de reproduction sociale ne sont en rien enrayés par l'école. En faisant le choix du collège unique en 1975, la France a affirmé sa volonté de tendre vers une école méritocratique ouverte à tous. Chaque enfant, quelles que soient ses origines, doit avoir les mêmes conditions d'apprentissage. Une instruction obligatoire en internat du primaire au lycée dans des établissements socialement mixtes sera le terreau d'une société de l'égalité des chances.



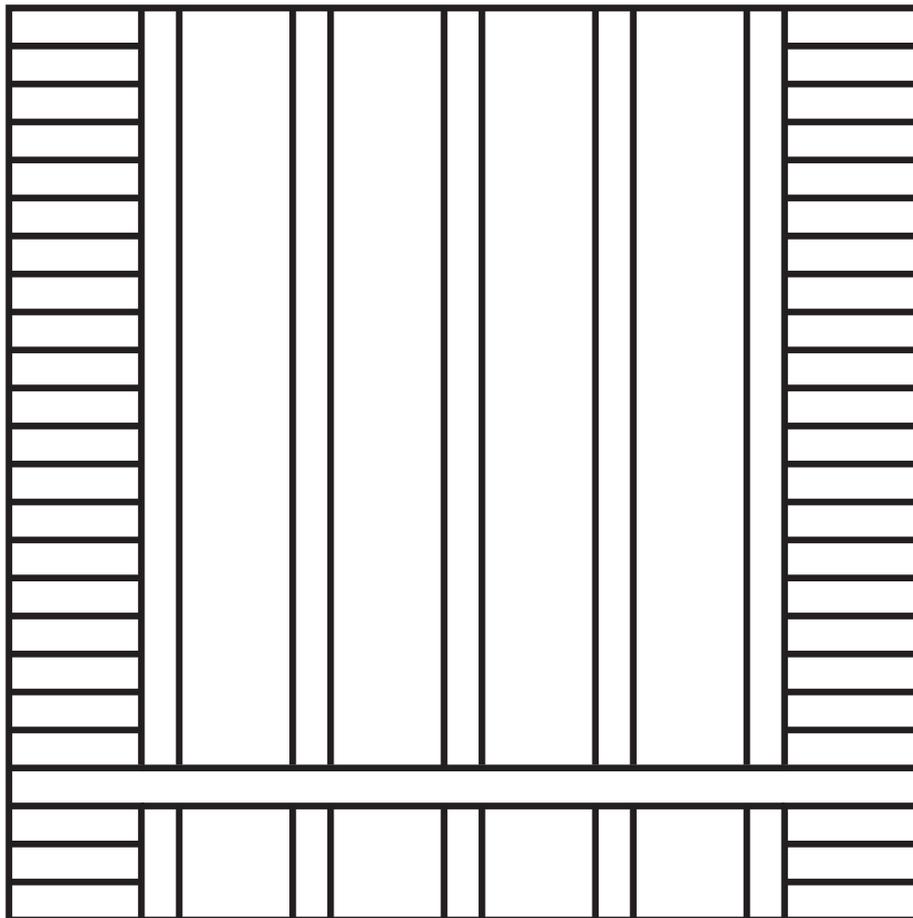
Les Méritophiles



Former un gouvernement d'expert·e·s.

L'érosion de la confiance en nos élu·e·s est l'un des problèmes majeurs de notre temps. La démocratie est un concept autonome pouvant se réaliser par d'autres moyens que l'élection. Le vote populaire, en valorisant la communication au détriment de la compétence, incite les politiques de court terme n'ayant que l'apparence de l'efficacité. Le remplacement de l'élection par un concours nous assurera des capacités et de la légitimité de nos dirigeant·e·s. Sélectionné·e·s par corps de métier au prorata des travailleur·se·s concerné·e·s, elles-ils représenteront réellement le meilleur de la population française.



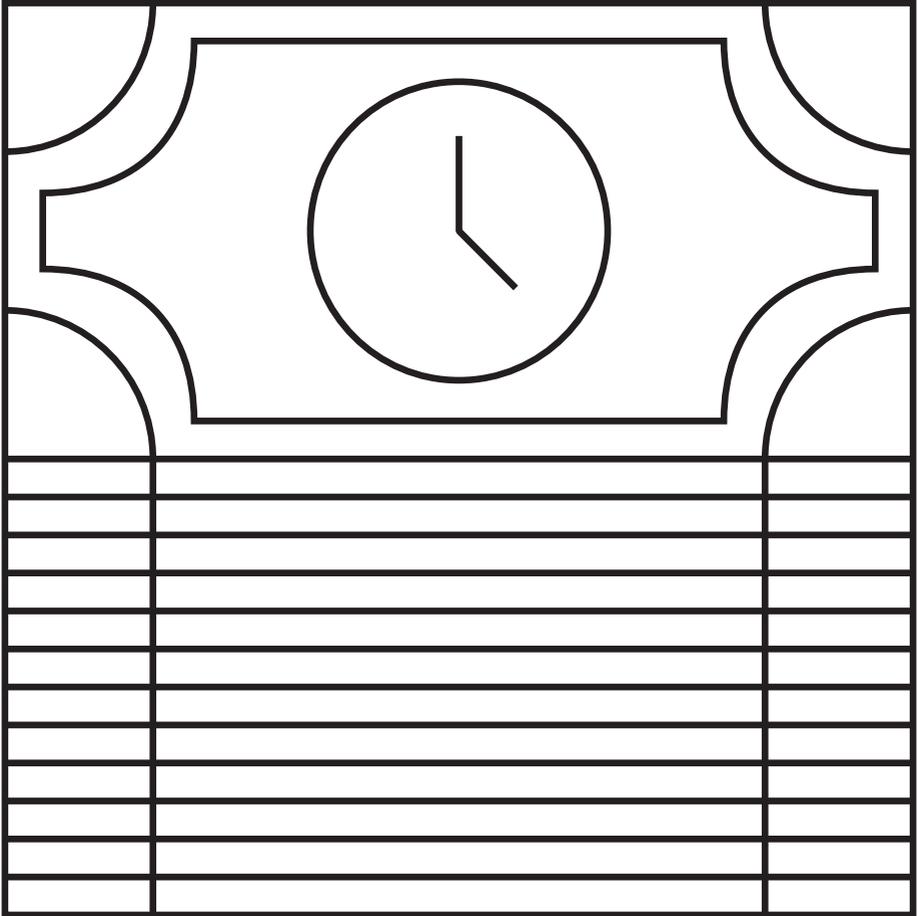


Avoir tou·te·s la même ligne de départ.

La transmission de la majorité du patrimoine d'un·e défunt·e à ses héritier·e·s rend inégaux les citoyen·ne·s par le seul fait de leur origine. Ce vestige de la tradition aristocratique valorise les liens du sang au détriment des efforts et du travail de tou·te·s. En partageant le patrimoine cumulé des Françai·se·s (11.145 milliards d'euros pour 67 millions de personnes) chacun·e recevra à sa naissance 170.000 euros et aura ainsi les mêmes chances de succès dans la course à la réussite.



Les Méritophiles

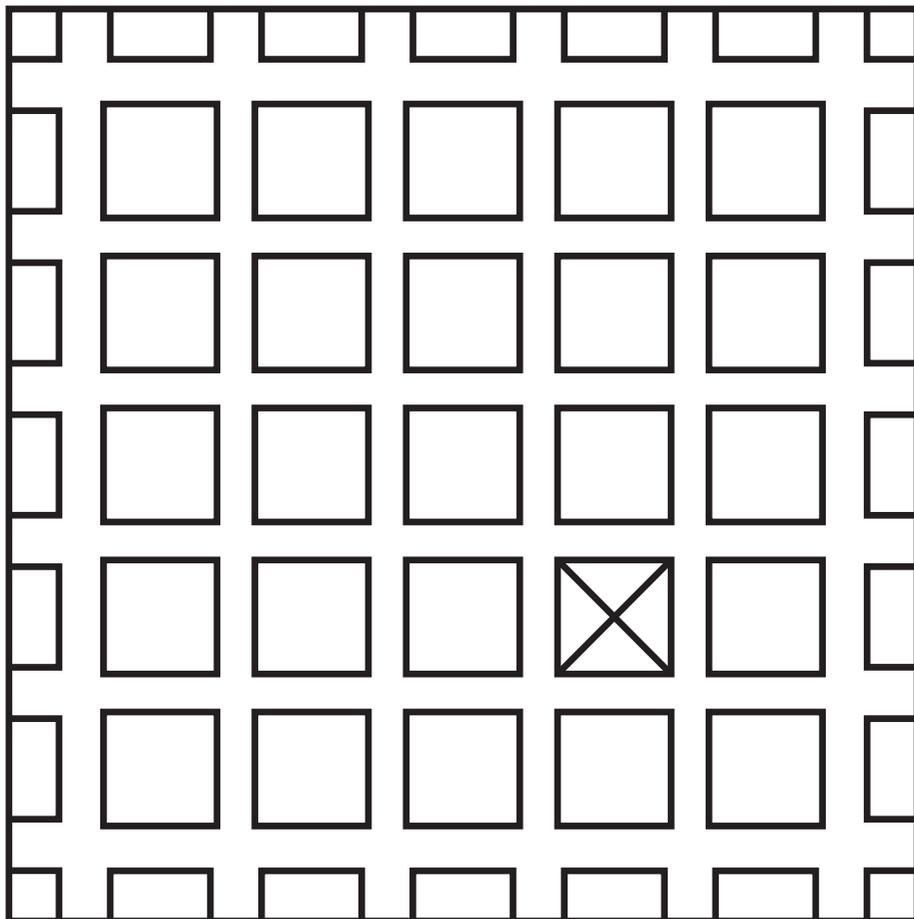


Récompenser les efforts de tou·te·s.

Le principe des inégalités de salaires semble être accepté sans aucune explication objective alors même que tout effort fourni pour la société mérite d'être récompensé. Par l'instauration d'une monnaie-temps indexant la valeur monétaire sur le temps de travail, chacun-e aura un métier en fonction de ses capacités et sera payé-e en fonction de ses efforts. Une heure travaillée par un-e boulanger-ère sera équivalente à une heure travaillée pour un-e juge, un-e infirmier-ère, un-e professeur-e, etc. Sa valeur sera calculée en fonction du salaire moyen actuel (14,76 euros net de l'heure) et sera indexée sur le PIB.



Les Méritophiles

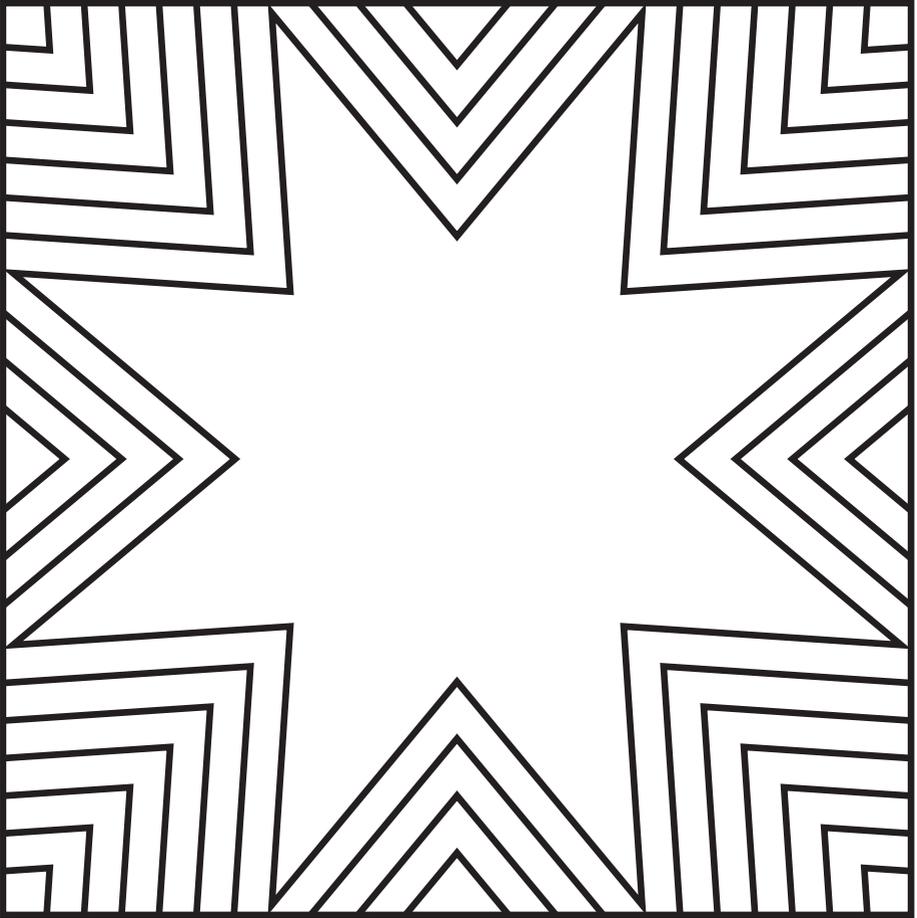


Mettre en place une vraie démocratie.

À travers l'élection, la démocratie représentative crée deux catégories de citoyen-ne-s, les gouverné-e-s et les gouvernant-e-s, sans aucune preuve d'une supériorité citoyenne de ces dernier-ère-s. Comme l'affirme Abraham Lincoln : *La démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple*. Selon ce principe, la mise en place d'une assemblée décisionnaire de la vie politique, tirée au sort, permettra à chaque citoyen-ne de prendre pleinement ses responsabilités dans la vie publique, sans les déléguer à un tiers, et donnera à chacun-e le pouvoir qu'elle-il mérite.



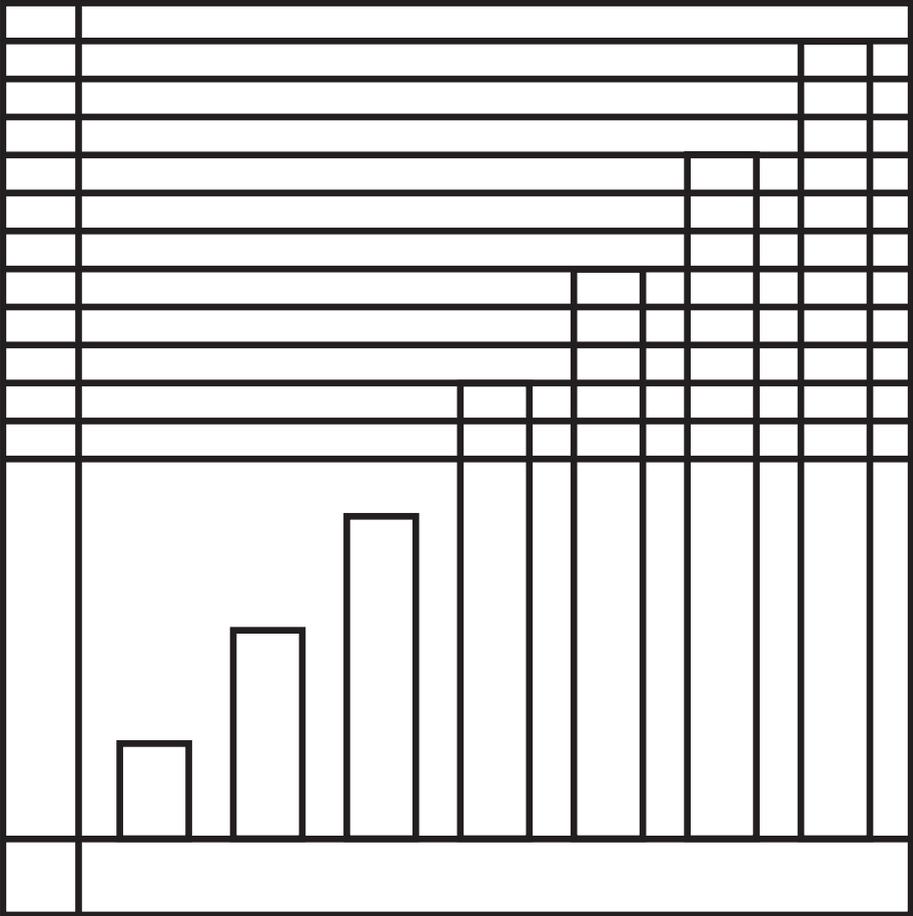
Les Méritophiles



Être, donc mériter.

La possibilité de vivre dignement n'est pas une récompense ou une distinction, c'est un droit humain fondamental. L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'humain l'énonce clairement : *toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille*. Verser à tou·te·s un revenu suffisant, sans condition ni contrepartie, cumulable avec tout autre revenu, affirmera que chacun·e par son existence même mérite la dignité. Cette mesure, en éradiquant la grande pauvreté, nivelera la population et érigera le fair-play en valeur cardinale de notre société.

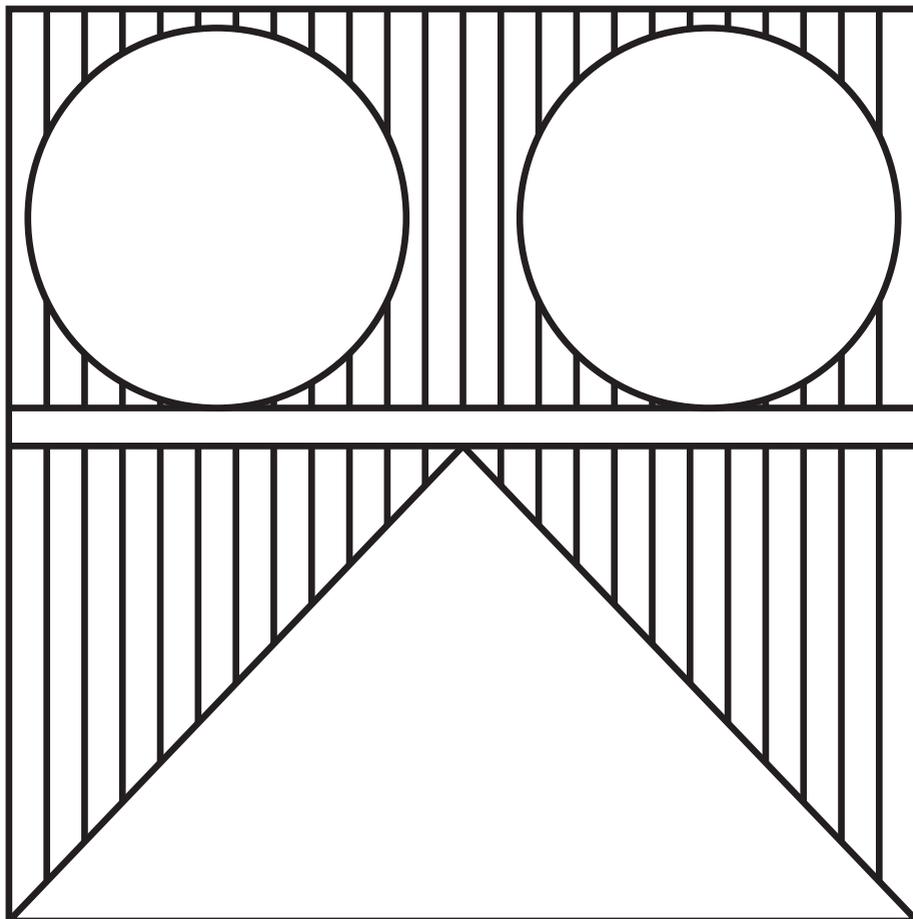




Rétribuer chacun·e à sa hauteur.

En 2020, la rémunération moyenne des présidents exécutifs des groupes cotés au CAC 40 est de 5,8 millions d'euros, soit l'équivalent de 277 Smics en base de 39 heures. Quelle que soit la nature du travail effectué, celui-ci doit être rétribué à sa juste valeur, mais, aussi grande soit la qualité d'un·e travailleur·se, personne n'en vaut 277. Plafonner dans chaque entreprise le plus haut revenu à 20 fois le revenu le plus bas valorisera le travail des meilleurs éléments tout en maintenant une saine émulation entre collègues.



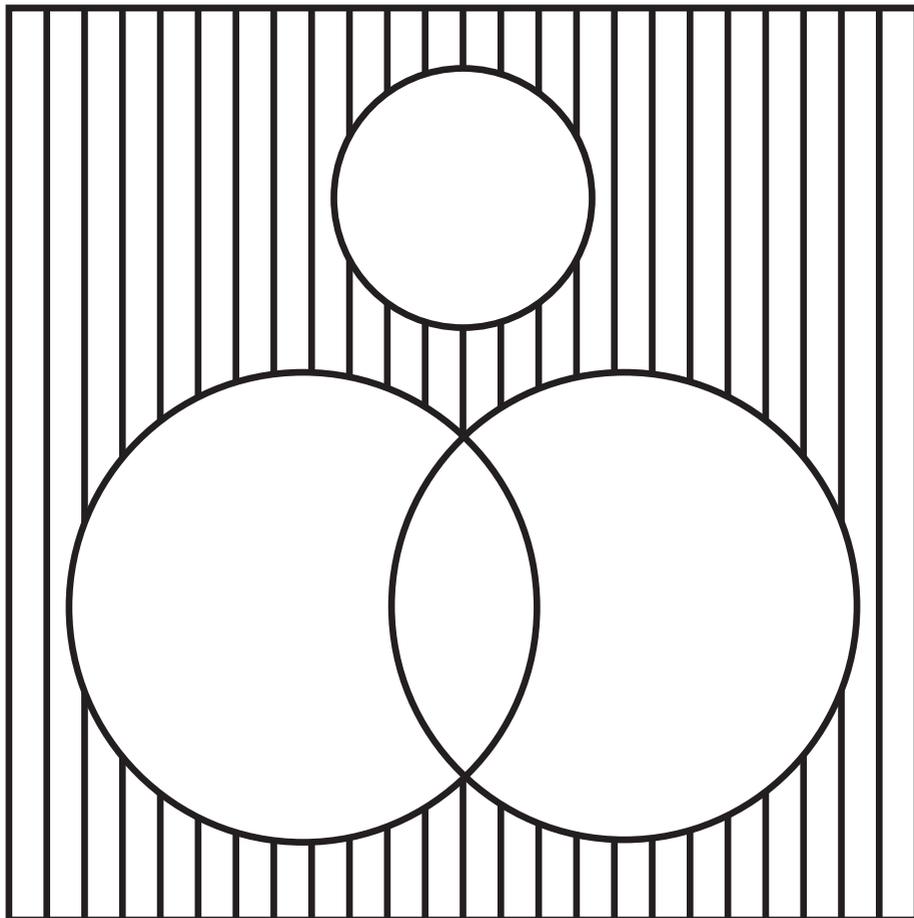


Éradiquer les discriminations.

Les discriminations sont au cœur des tensions sociales : racisme, sexisme, homophobie, âgisme, xénophobie ou validisme perdurent en France dans des contextes précis tels que l'accès à l'emploi, au logement, à l'éducation ou à la fourniture de biens et de services. La création d'un organisme indépendant de lutte contre les discriminations endiguera ces injustes inégalités et verra l'avènement d'une société où les distinctions sociales seront uniquement fondées sur l'effort, le travail et le mérite personnel.



Les Méritophiles

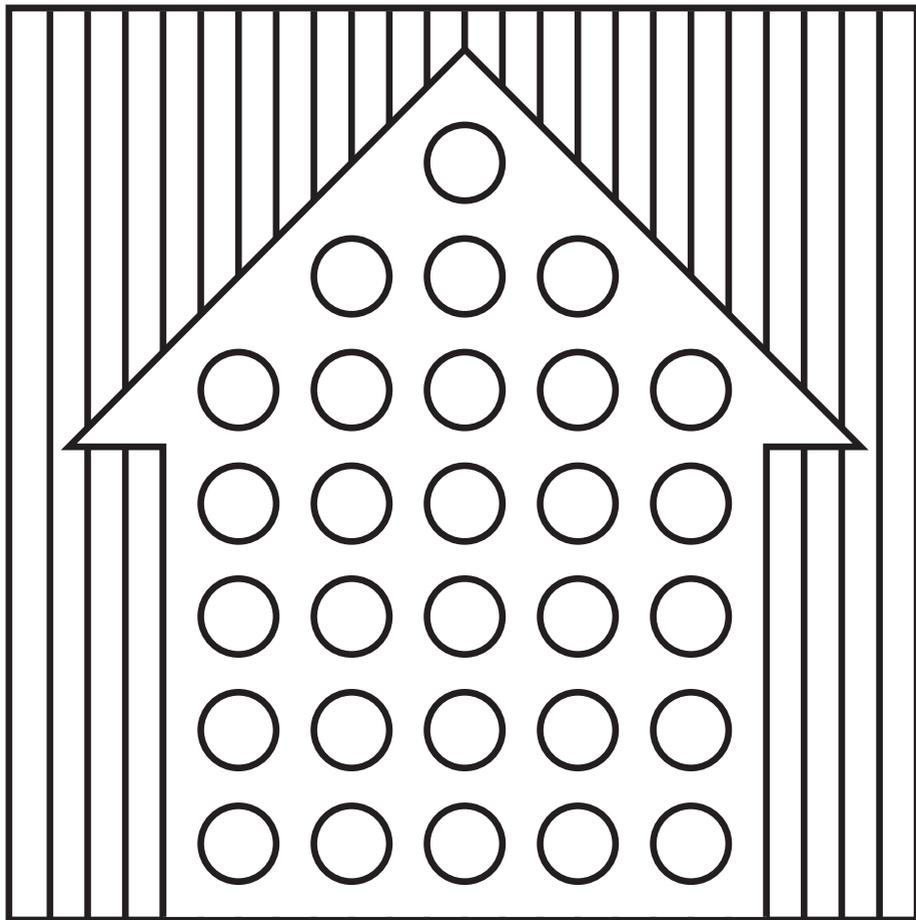


Garantir la valeur famille.

L'obtention d'un agrément auprès des services de l'Aide Sociale à l'Enfance est un préalable indispensable à toute démarche d'adoption. Cette enquête vise à déterminer les garanties que peut offrir la famille postulante à un enfant : capacités morales, éducatives, affectives, familiales, psychologiques et matérielles. Étendre ces conditions à l'ensemble des couples en désir d'enfant rendra possible la mise en place d'une phase d'information sur les réalités concrètes de la parentalité et donnera toutes ses chances à l'enfant à venir.



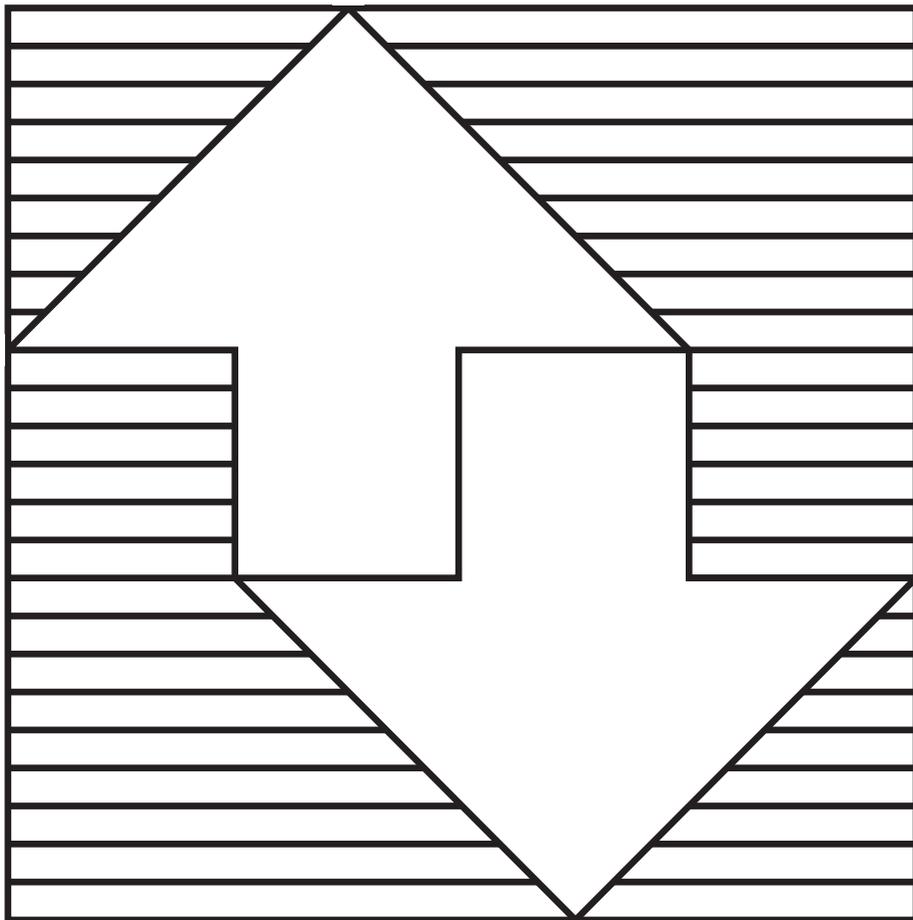
Les Méritophiles



Édifier une école universelle.

La ségrégation sociale, source première des inégalités à l'école, ne peut être combattue que par une même offre scolaire. L'inscription dans des écoles privées est majoritairement motivée par le contournement de la carte scolaire et la mixité sociale qu'elle impose. Elle nie par là même le principe d'égalité des chances. Une offre scolaire universelle - interdisant l'instruction privée dans le primaire, le secondaire et l'enseignement supérieur - garantira un traitement égal des élèves, et servira de fondation à une véritable méritocratie.



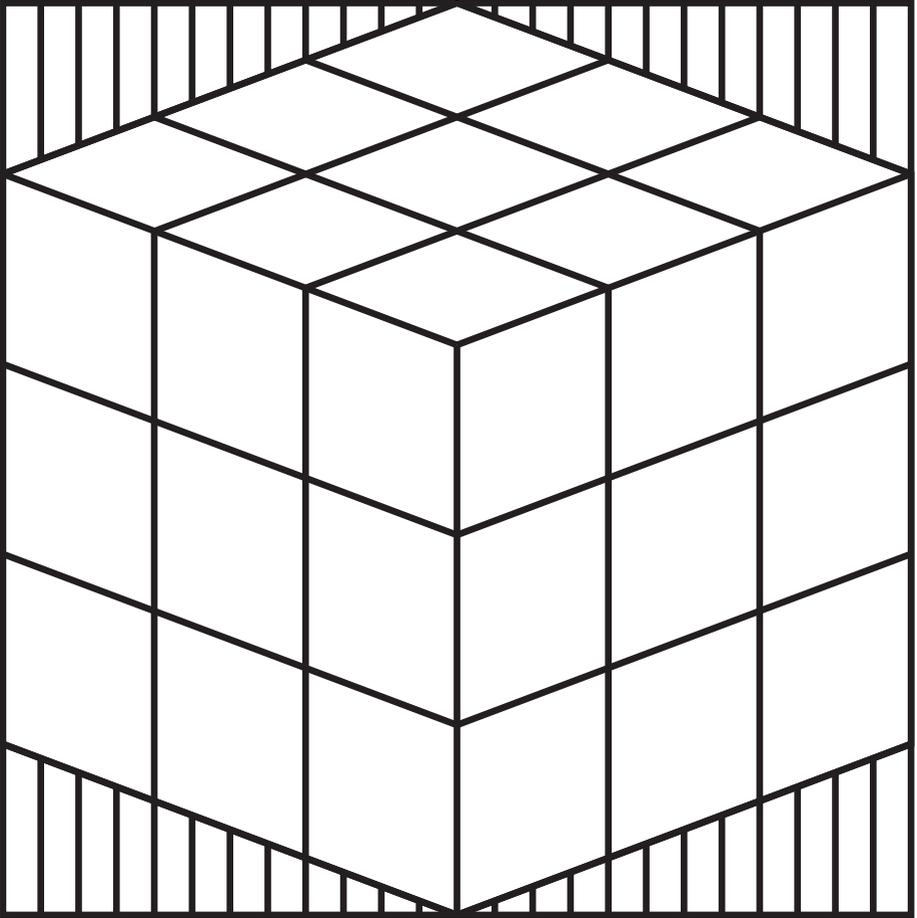


Fixer un juste salaire.

Les difficultés à garantir des négociations commerciales équilibrées entre producteurs-rices, transformateurs-rices et distributeurs-rices semblent aujourd'hui évidentes dans notre économie mondialisée. Depuis plus de quarante ans, le commerce équitable assure aux agriculteurs-rices des pays en développement une digne rémunération en proposant des prix d'achat basés sur l'identification des coûts de fabrication (temps, travail, matière première). Étendre le commerce équitable à l'ensemble de la production hexagonale permettra à tou-te-s les Français-es de toucher le salaire qu'elles-ils méritent.



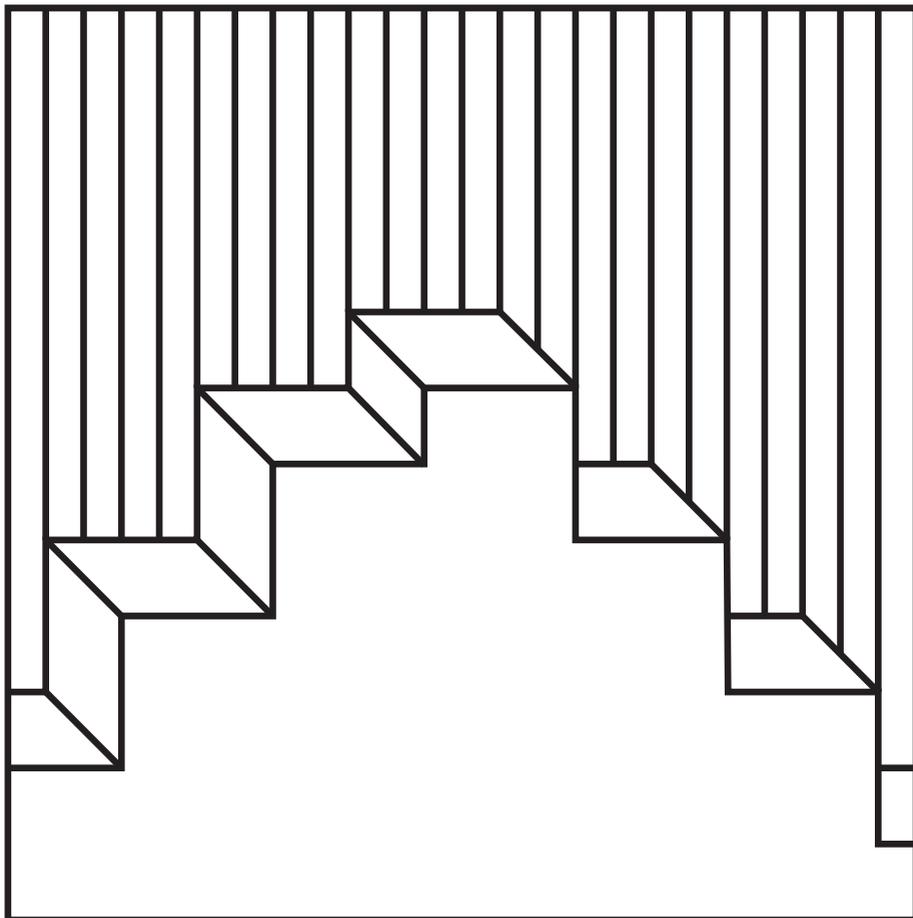
Les Méritophiles



Vivre en intelligence.

Le processus démocratique se fonde sur l'hypothèse que la grande majorité des citoyens en âge de voter soit capable de reconnaître le meilleur candidat. Malheureusement, les mesures de politique-spectacle à visée électoraliste s'enchaînent, faisant toujours plus l'économie de la réflexion et de la raison. Ouvrir le scrutin uniquement aux individus ayant les capacités intellectuelles de l'exercer enrayera le suffrage pulsionnel. En réalisant des tests de Q.I. pour octroyer le droit de vote à l'élite, l'intelligence reprendra le pouvoir.

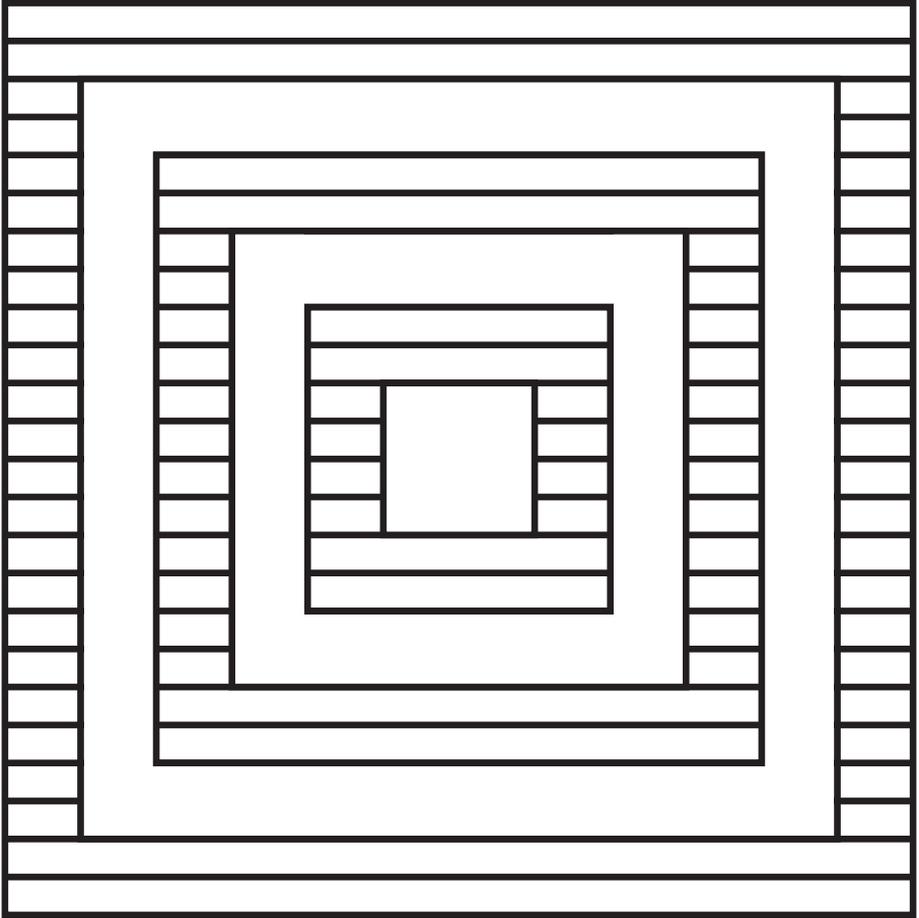




Orienter vers l'excellence.

Chaque année, la maîtrise du socle de compétences attendues dans toutes les matières en fin de troisième diminue. Nous continuons à faire comme si l'ouverture de l'école à toute une classe d'âge entraînait automatiquement un accès égalitaire aux meilleures possibilités de réussite alors que cette hypocrisie scolaire tire toujours plus le niveau général vers le bas. Former dès la maternelle un continuum entre apprentissage et évaluation facilitera l'orientation de chaque élève dans des établissements où ils pourront s'épanouir selon leur niveau et rendra possible la création d'écoles de l'excellence.



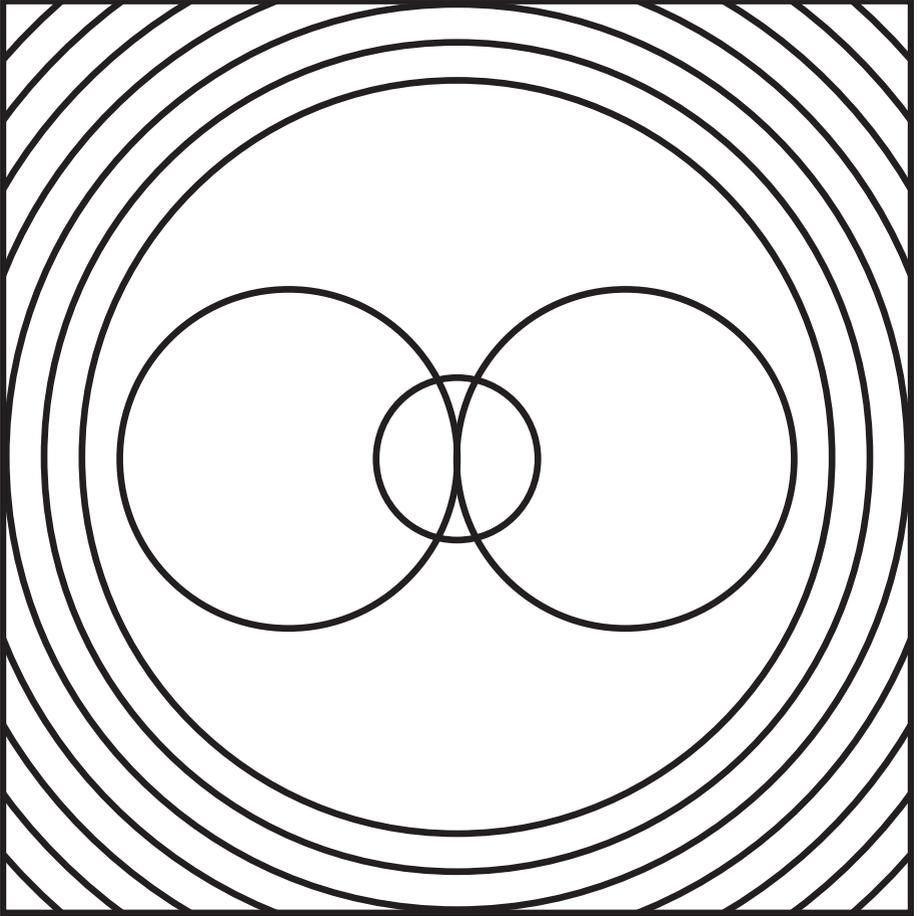


Donner à chacun·e l'espace qu'elle·il mérite.

Tous les 10 ans, nous consommons en artificialisation des sols l'équivalent d'un département français. Ce phénomène s'accroît de manière inquiétante, provoquant des catastrophes sur le plan social et écologique : diminution des surfaces dédiées à l'agriculture ou aux espaces naturels, augmentation de la pollution automobile, allongement des temps de transports, etc. L'encadrement strict des prix du foncier, de l'immobilier et des loyers entraînera une redistribution au mérite des espaces de la ville tout en limitant l'étalement urbain.



Les Méritophiles

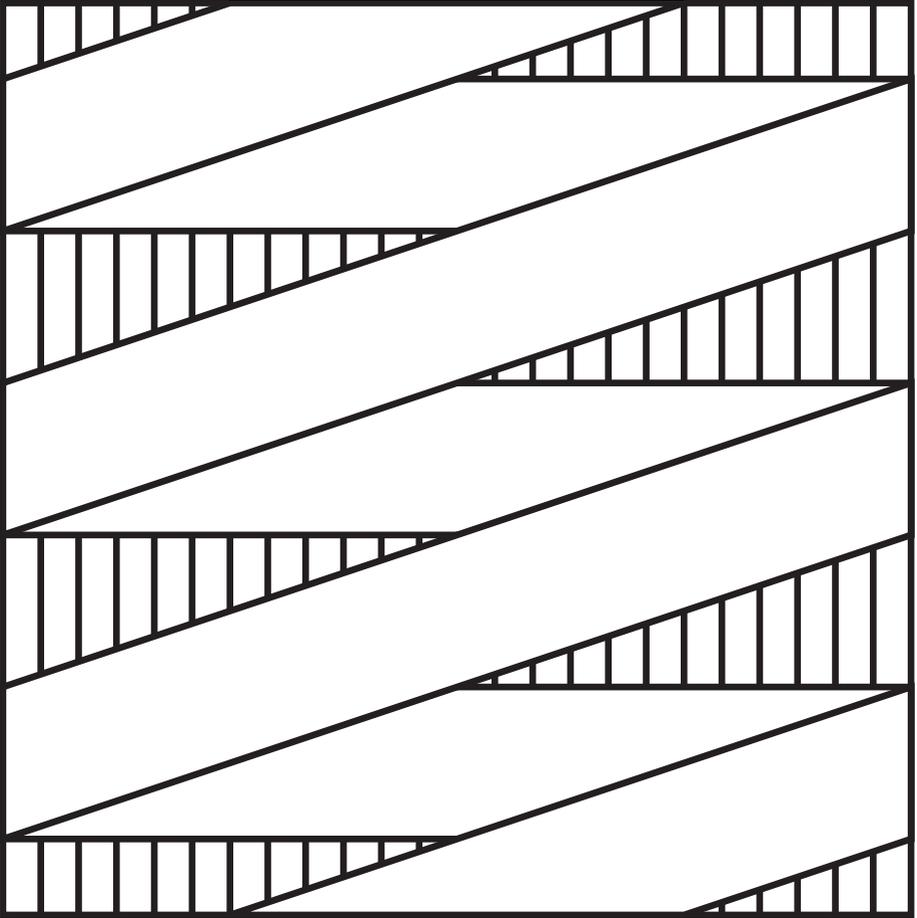


Faire de l'éducation notre bien le plus précieux.

L'influence persistante du milieu socio-économique de l'élève sur ses performances neutralise le mythe républicain de l'école juste qui redistribue les positions sociales entre générations en fonction du mérite. Rendre obligatoire des cours d'éducation à la parentalité sur des thèmes aussi variés que le langage, les loisirs, le sport, l'alimentation, le genre, la santé ou l'orientation, en amont de la naissance et jusqu'à la majorité, entravera les inégalités héritées et fera de chaque enfant un investissement en capital humain sur le long terme.



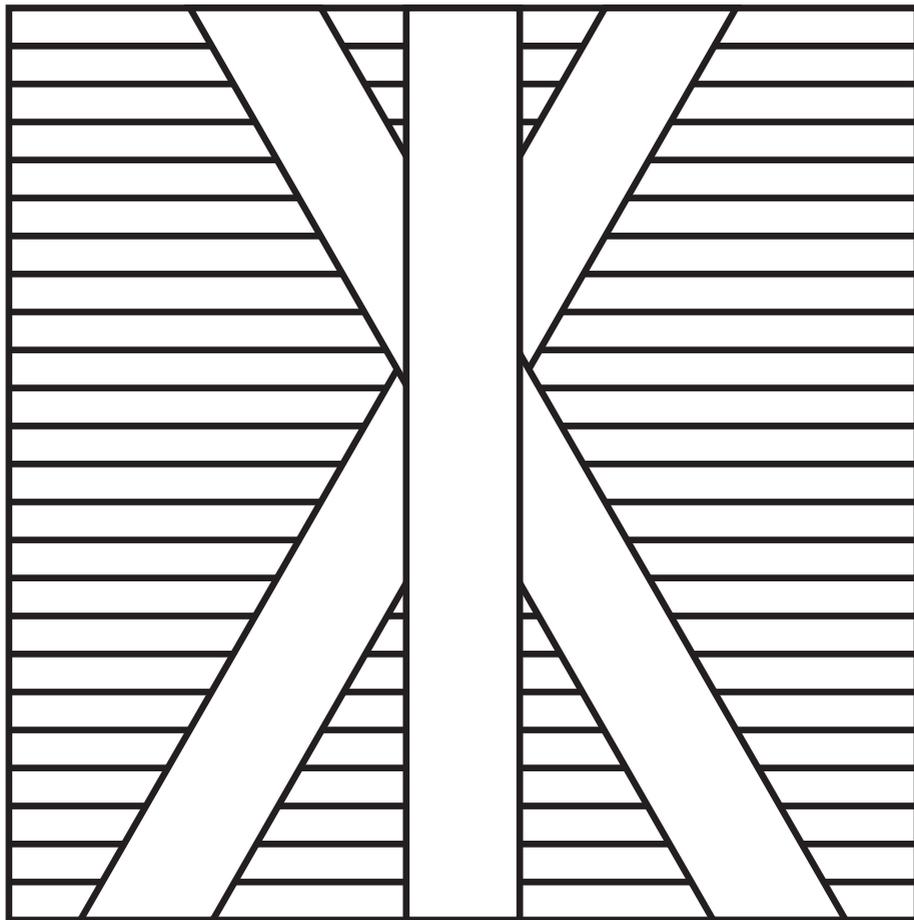
Les Méritophiles



Disposer de sa force de travail.

Les revenus se divisent en deux catégories : ceux qui proviennent du travail et ceux qui émanent d'actions en bourse ou de biens immobiliers destinés à la location. Il est donc actuellement possible de percevoir des revenus sans aucun lien avec ses efforts réels. Abolir la propriété lucrative au profit de la propriété d'usage ouvrirait la voie à une société dans laquelle les Français-ses seront à la fois producteur-trice-s et bénéficiaires de la production, en position de co-décider méritocratiquement ce qu'elles-ils souhaitent pour leurs entreprises.

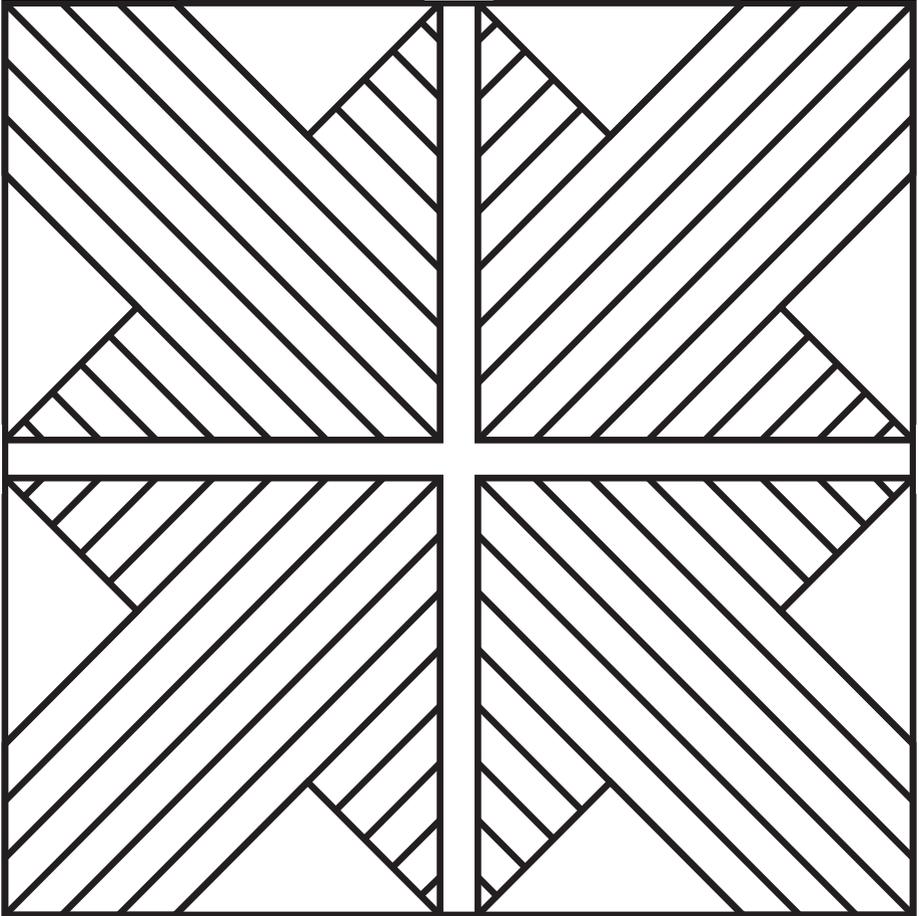




Valoriser l'abnégation.

Depuis 2012, la loi définit les facteurs de pénibilité comme étant liés à des contraintes physiques marquées, à un environnement physique agressif ou à certains rythmes de travail, susceptibles de laisser des traces durables, identifiables et irréversibles sur la santé. Sur la base d'une évaluation objective des facteurs de pénibilité auxquels la-le salarié-e est soumis-e, le temps de travail de ce-tte dernier-ère sera diminué sans modification de salaire mensuel. Grâce à cet ajustement, elle-il sera justement récompensé-e de ses efforts et conservera sur le long terme sa force de travail.

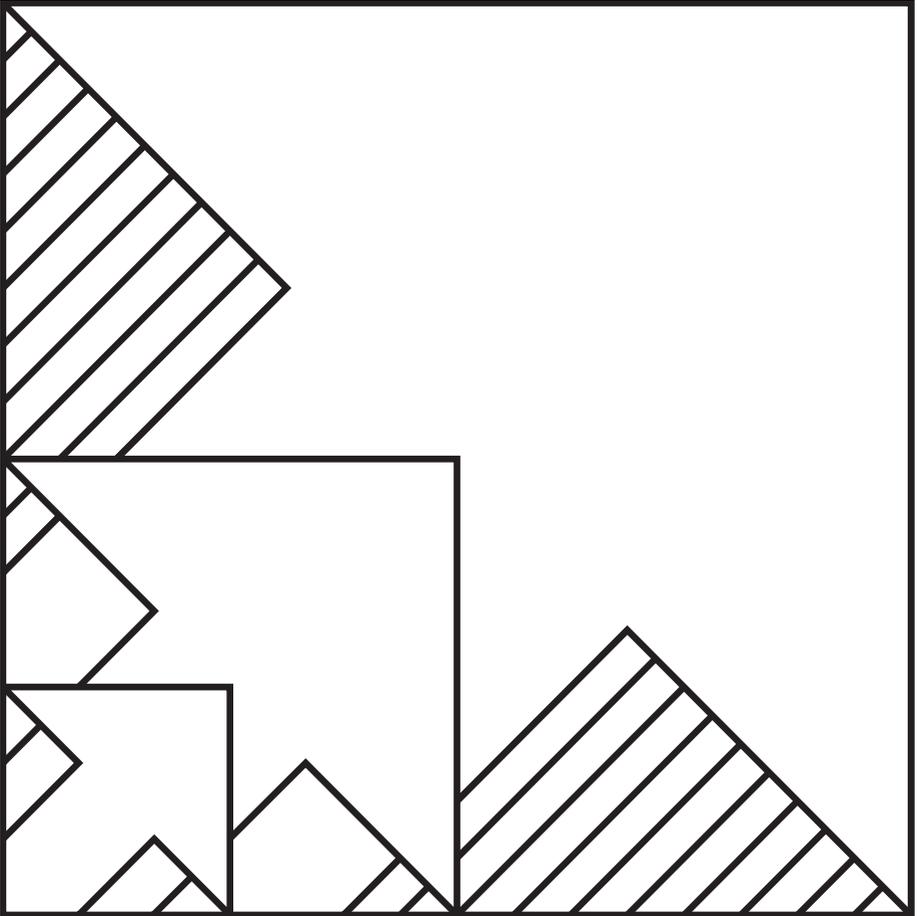




Contribuer à l'effort commun.

On estime à 250.000 le nombre d'offres d'emploi non satisfaites en France, un chiffre à comparer aux 3,4 millions de chômeur·euse·s n'exerçant aucune activité recensé·e par le ministère du Travail. Des métiers sont à raison désertés par les Français·e·s : personne ne mérite de perdre sa vie à la gagner. À l'inverse, certains emplois génèrent plus de candidatures avec peu d'opportunités de recrutement. Partager équitablement les tâches ingrates sur l'ensemble des citoyen·ne·s donnera à tou·te·s la possibilité de contribuer à l'effort commun et rendra possible le retour du plein emploi.

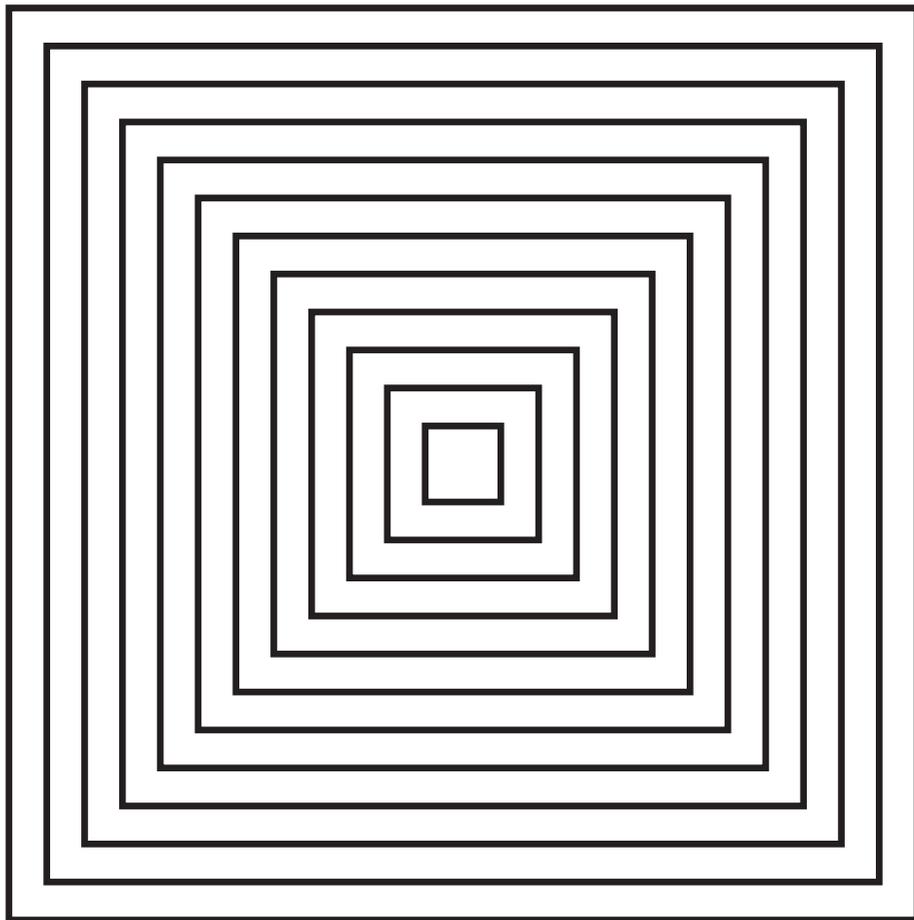




Estimer tous les métiers.

Il existe une hiérarchie implicite des matières dans l'éducation nationale. Les études générales sont perçues comme meilleures car elles valorisent les savoirs académiques au détriment des savoirs manuels, or rien ne semble justifier cet échelonnement. Cet ordre scolaire se répercute dans la société par une classification injuste des professions. Doter l'ensemble des filières des mêmes moyens humains et financiers nivellera cet écart et permettra aux futur-e-s travailleur-se-s de se distinguer par leur mérite et non en fonction de leur métier.

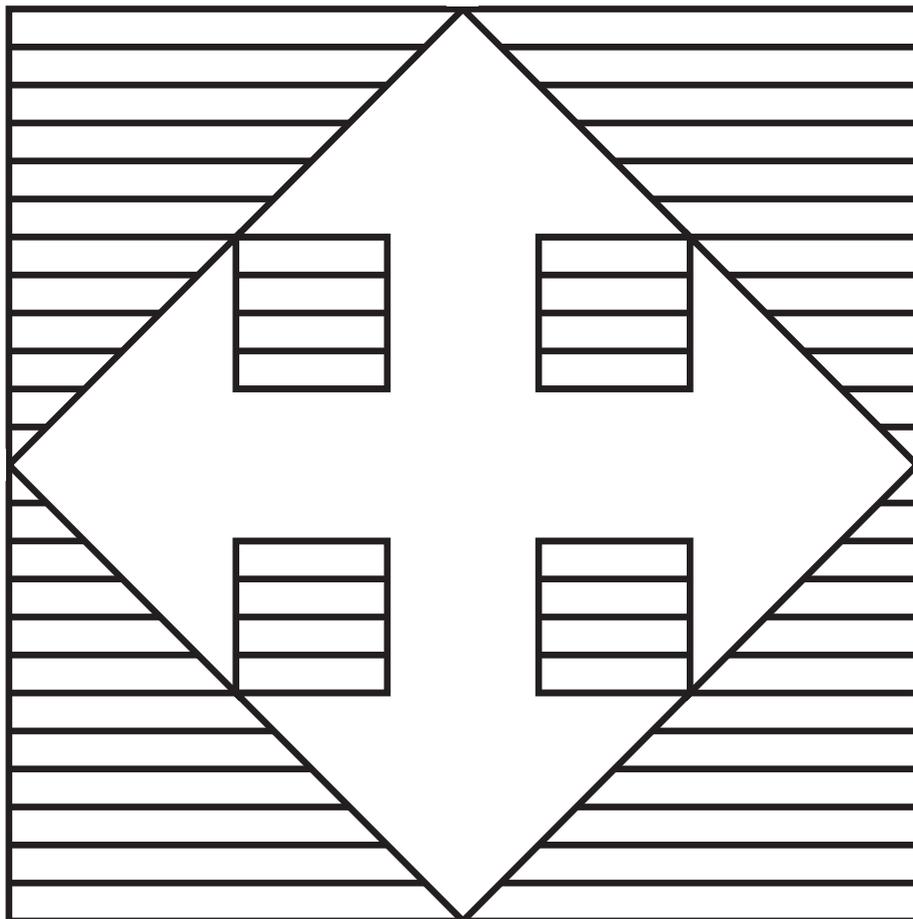




Développer chaque individualité.

Les études ne manquent pas pour démontrer la nocivité des sureffectifs à tous les niveaux de l'enseignement pour les élèves issu-e-s de milieux sociaux les plus éloignés de l'école. De nos jours, cette demande est portée par l'ensemble des parents afin que chaque enfant soit pris en compte dans son individualité et soit traité comme un cas unique. Limiter les classes à 15 élèves par enseignant aidera à la mise place de suivis individualisés de qualité pour ne pas évaluer uniquement les capacités scolaires, mais l'ensemble des savoir-faire et des savoir-être de l'élève.



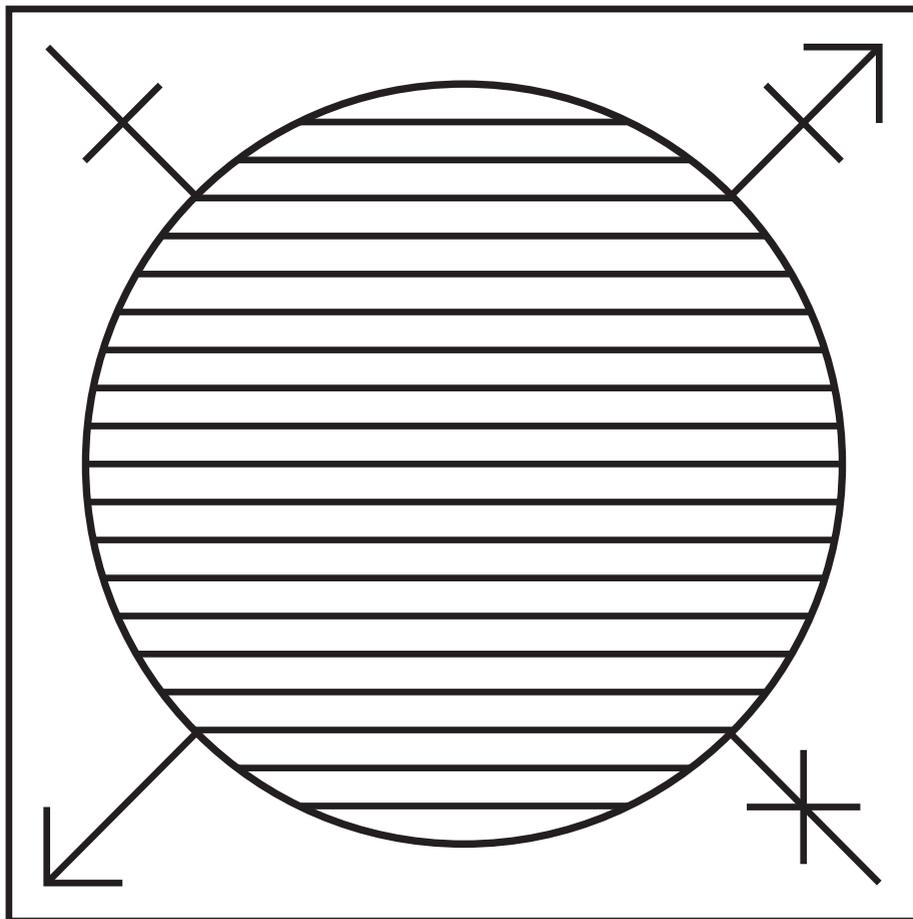


Bâtir la mixité urbaine.

Tout le monde s'accorde sur l'importance de faciliter la cohabitation sur un même territoire de groupes divers par l'âge, l'origine, le statut professionnel, les revenus afin d'avoir une répartition plus équilibrée des populations. Rendre obligatoire sur l'ensemble des bâtiments d'habitation un tiers de logements sociaux, un tiers d'appartements en accession abordable et un tiers de résidences en accession libre, réparties respectivement du rez-de-chaussé au dernier étage, engendrera une réelle mixité horizontale de nos villes sans nuire à la répartition verticale des individus.



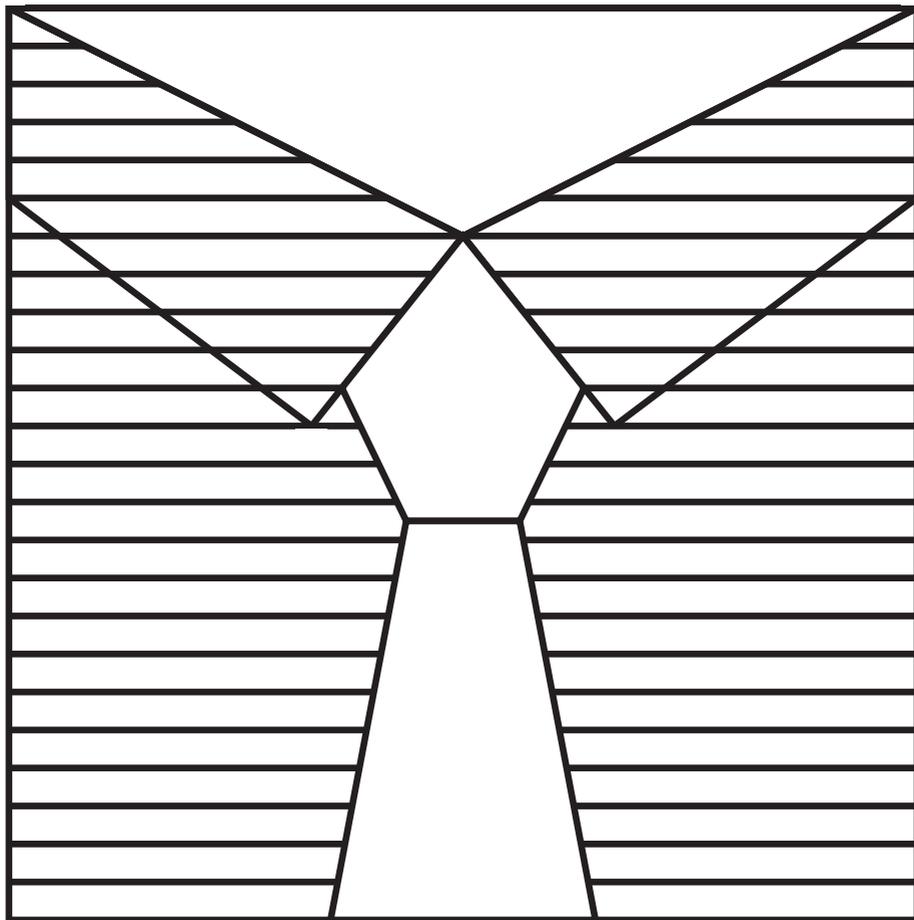
Les Méritophiles



Affirmer l'égalité entre les sexes.

Les inégalités hommes-femmes constituent l'un des enjeux les plus pressants auxquels doit faire face le monde du travail aujourd'hui. La raison première : une mère investie dans sa vie familiale est souvent perçue comme désinvestie de sa vie professionnelle. Rendre obligatoire un congé parental partagé, de durée équivalente et correctement indemnisé redonnera aux pères leurs responsabilités envers leurs familles et, en mettant fin aux biais dans les critères d'embauche et d'avancement, rendra aux femmes la place qu'elles méritent dans la compétition managériale.



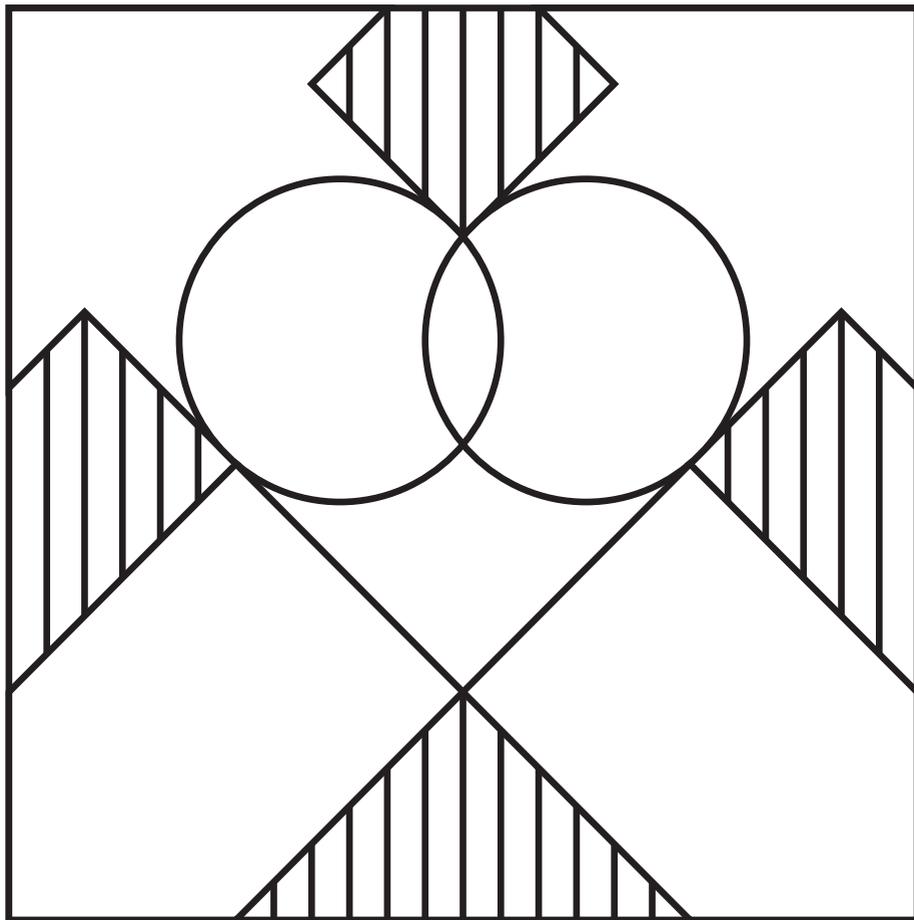


Uni·e·s dans la diversité.

Dans un contexte de généralisation des mécanismes de concurrence, il est important pour tous les groupes sociaux de bénéficier objectivement des mêmes chances. Pour lutter contre ces discriminations, il est primordial de définir un commun qui rassemble au-delà de ces inégalités et différences : le mérite. Un uniforme commun à tou·te·s les citoyen·ne·s, exclusivement différencié par leur niveau de mérite, offrira un sentiment d'appartenance à la communauté et - en gommant les différences sociales, religieuses et de genre - sera vecteur du principe d'égalité de droit.



Les Méritophiles

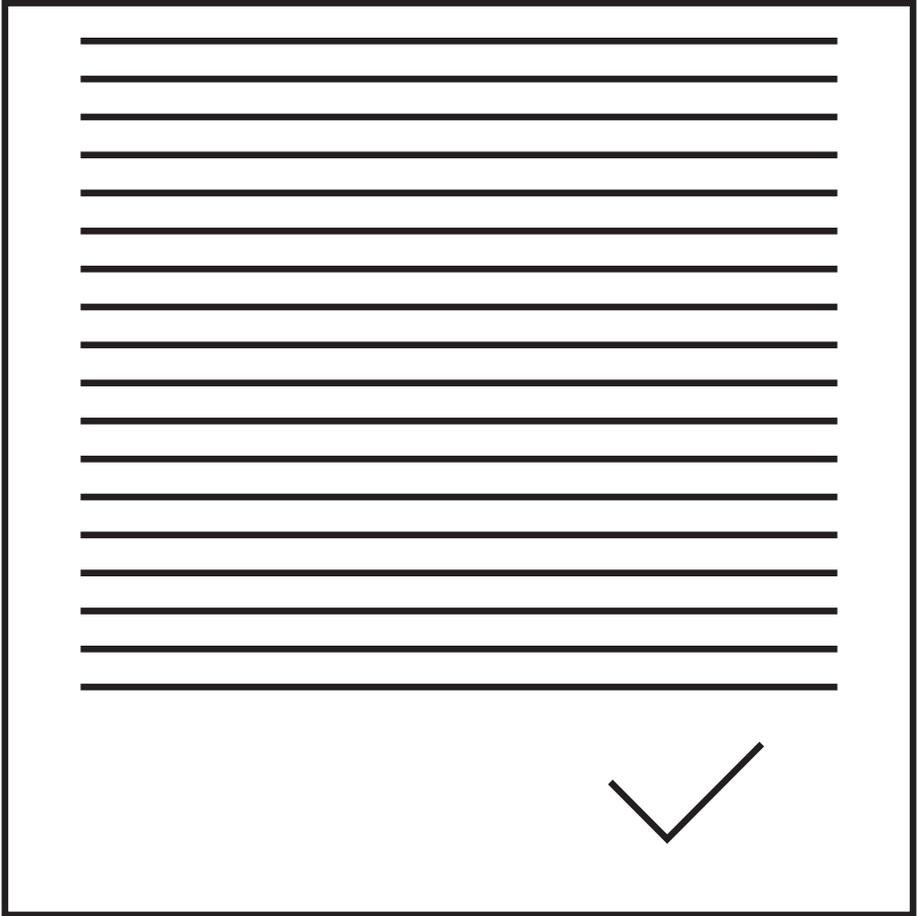


Faire du couple un atout de la réussite.

Toutes les études le montrent, l'homogamie - ou l'union de deux personnes du même groupe social - facilite la réussite professionnelle par la mise en commun des capitaux économique, culturel et social des ménages, et favorise l'obtention de salaires plus élevés comme la progression hiérarchique. La création d'un service public de rencontre se basant sur des tests de personnalités (catégorie socioprofessionnelle, mode de vie, loisirs, centres d'intérêts, Q.I., niveau d'ambition, etc.) aidera à construire des familles solides, piliers d'une société d'élite.



Les Méritophiles

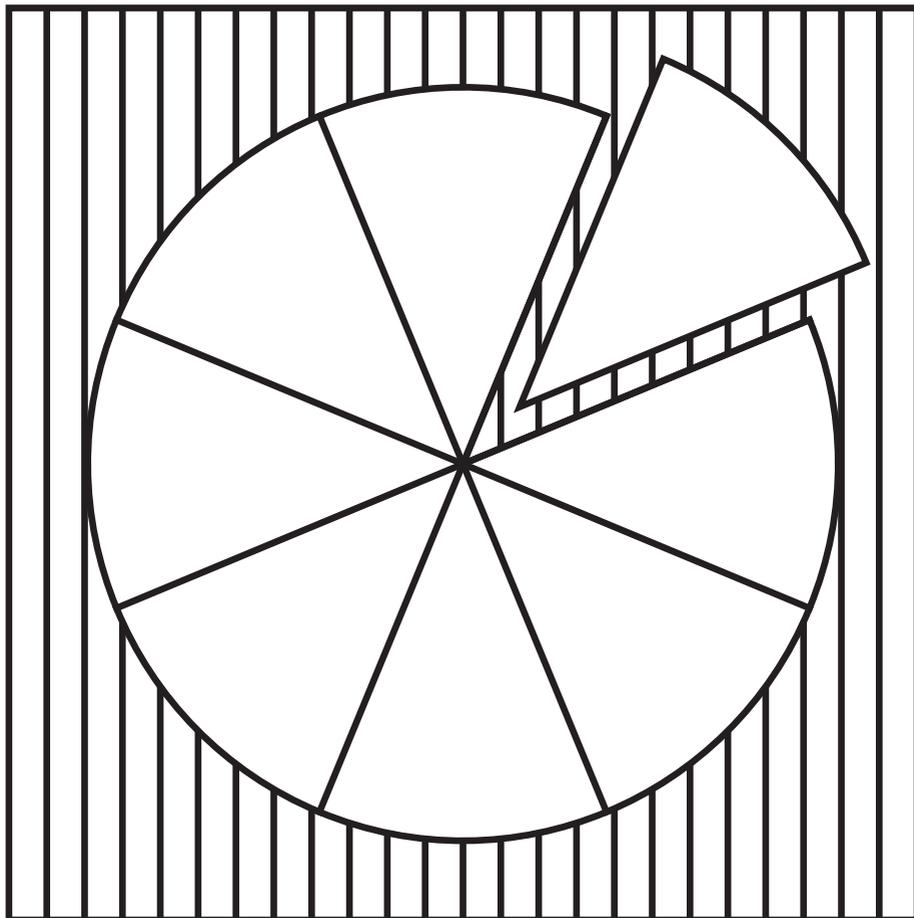


Avoir une politique en acte.

À travers l'élection représentative, les candidat-e-s sont élu-e-s sur des engagements. Mais ce choix en amont de leur mandat implique un jugement sur des programmes et non sur des actes. La création d'une plateforme numérique mesurant le degré de réalisation des promesses de chaque élu-e permettra la tenue à mi-mandat d'une votation citoyenne de révocation si son taux est inférieur à 50%. Cette mesure entraînera une responsabilisation de ces dernier-ère-s et évitera les effets d'annonce pendant les campagnes. En conservant uniquement des représentant-e-s méritant leur place, l'élection ne sera plus un blanc-seing.



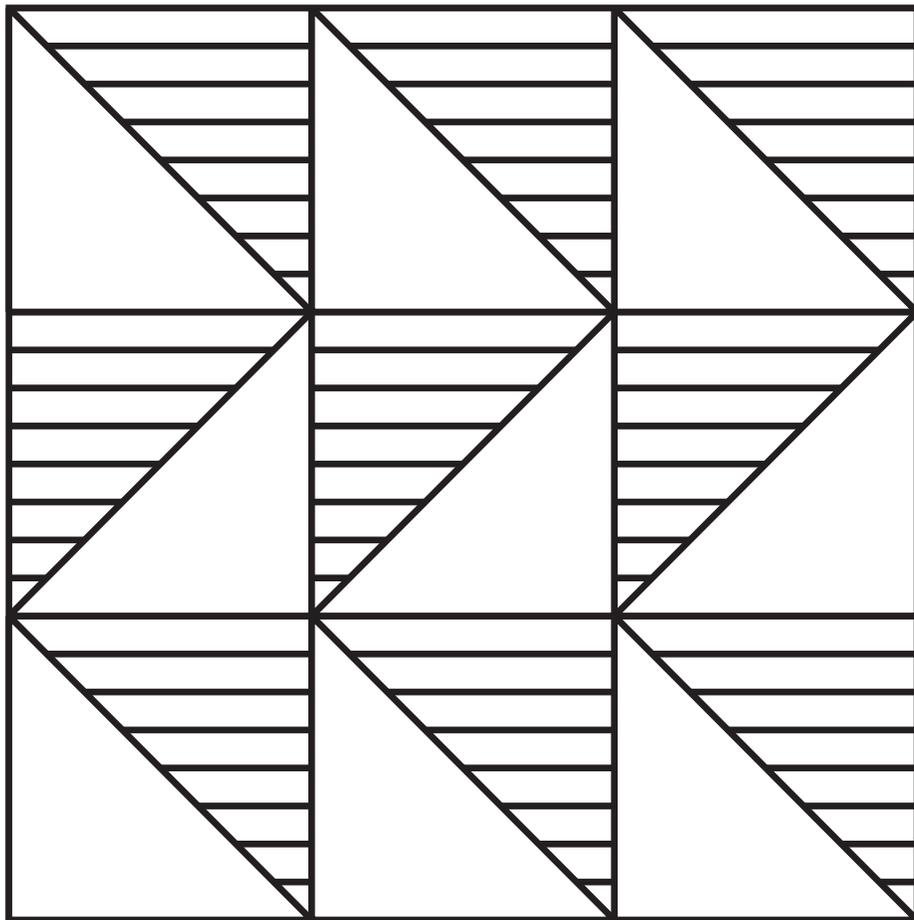
Les Méritophiles



Reconnaître l'ensemble des qualifications individuelles.

Tout le monde participe à la création de valeur, y compris celles et ceux qui ne font pas de profits : parents, étudiant·e-s, bénévoles, retraité·e-s, etc. En attachant la qualification à la personne et non au poste de travail, la société concèdera à chacun·e le statut de producteur·rice de valeur économique et, par la mise en place d'un salaire à vie, la-le rétribuera en tant que tel·le. Développer des concours nationaux calqués sur ceux de la fonction publique pour évaluer le niveau de qualification de chacun·e aidera à instaurer une progressivité de ce salaire.





Dynamiser le marché de l'emploi.

L'accès à l'emploi est fortement déterminé par le niveau de diplôme. La rigidité du marché du travail empêche les entreprises de proposer des expériences professionnalisantes aidant à sélectionner les plus méritant-e-s. Ce manque de souplesse bride la mobilité salariale dans et entre les entreprises, réduisant l'émulation et la motivation au sein des équipes. Supprimer le CDI libérerait les salarié-e-s des contraintes juridiques de recrutement et de licenciement et, par le jeu de l'offre et de la demande, serait gage de conditions avantageuses de travail pour tou-te-s.

